

2^e Concertation sur les solutions pour les systèmes alimentaires : Mercredi 25 mai 2022

Financement de la transformation des systèmes alimentaires, opportunités mondiales et besoins locaux

RÉSUMÉ DE LA SESSION

Présentation de la Concertation

Le 25 mai 2022, le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a accueilli la deuxième Concertation dans le cadre de la série de Concertations sur les solutions pour les systèmes alimentaires, sur le thème **Financement de la transformation des systèmes alimentaires, opportunités mondiales et besoins locaux**. L'objectif de la Concertation était de mettre en évidence et de discuter des possibilités de cibler et de développer le financement de la transformation des systèmes alimentaires dans les pays. La Concertation a débuté par des interventions de Stefanos Fotiou, directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et de David Nabarro, co-responsable du volet alimentaire du Groupe de réponse à la crise mondiale des Nations Unies, qui ont posé les bases de l'importance et de l'urgence d'une nouvelle architecture de financement de l'alimentation.

Un message vidéo de Satu Santala, vice-présidente associée des relations extérieures et de la gouvernance, du FIDA, et Martien van Nieuwkoop, directeur mondial du pôle Agriculture et Alimentation, de la Banque mondiale, ont souligné la façon dont le FIDA et la Banque mondiale codirigeaient les travaux visant à rendre opérationnelle une nouvelle architecture de financement de l'alimentation, résultat du Sommet sur les systèmes alimentaires. Ensuite, Nadine Gbossa, responsable des moyens de mise en œuvre au sein du Pôle de coordination et directrice de la coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies, du FIDA, et Geeta Sethi, conseillère et responsable mondiale des systèmes alimentaires, de la Banque mondiale ont présenté un exposé sur les opportunités mondiales et les besoins locaux pour le financement de la transformation des systèmes alimentaires. La présentation est partagée avec ce résumé. Les Coordonnateurs et les participants ont ensuite été invités à réagir à la présentation par le biais d'une séance plénière de questions-réponses à distance, suivie de discussions plus approfondies dans des salles de réunion. La session s'est terminée par un retour d'informations de la part des Coordonnateurs sur les principaux points de discussion abordés en plénière, suivi des réponses et des étapes suivantes.

La séance du matin a réuni 72 participants, dont les Coordonnateurs nationaux et les représentants gouvernementaux des pays suivants : Bahamas, Brésil, Cambodge, Iraq, Irlande, Japon, Koweït, Malaisie, Nauru, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Fédération de Russie, Soudan, Suisse, Tonga, Vanuatu et Zimbabwe.

La séance de l'après-midi a réuni 83 participants, dont les Coordonnateurs nationaux et les représentants gouvernementaux des pays suivants : Allemagne, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, El Salvador, Espagne, Finlande, Guatemala, Honduras,

Hongrie, Lettonie, Maldives, Mali, Népal, Niger, République dominicaine, Soudan, Tanzanie, Tchad, Émirats arabes unis, Uruguay, Yémen et Zimbabwe.

Accès au financement

Les participants ont indiqué que les gouvernements du monde entier étaient en train d'intégrer les systèmes alimentaires dans leurs agendas politiques et leurs budgets nationaux. Ils élaborent des politiques nationales liées aux systèmes alimentaires, surveillent les parcours et coordonnent les actions pour définir des plans stratégiques et identifier des modèles de financement. Les Coordonnateurs ont discuté des plans visant à mobiliser et à réorienter le financement national comme une priorité essentielle dans le cadre d'une approche systémique plus large de mobilisation des fonds. Cela inclut l'engagement des partenaires clés au-delà des acteurs gouvernementaux et dans tous les secteurs pour inclure les donateurs, les producteurs, la société civile et le secteur privé. Les Coordonnateurs recherchent des conseils supplémentaires sur la façon d'encourager l'engagement et le soutien du secteur privé, car les mécanismes public-privé ont été identifiés comme essentiels pour permettre la stabilité financière. Les Coordonnateurs ont précisé que des partenariats étaient en cours de définition pour la coopération et la mobilisation des ressources aux niveaux national, régional et mondial. Les représentants des pays d'Amérique latine ont souligné l'importance d'un soutien coordonné de la Banque mondiale, du FIDA et des agences des Nations Unies au niveau national. Les Coordonnateurs ont appelé à un accès plus clair et plus équitable aux ressources pour l'adaptation au climat et le financement des océans. Le financement des catastrophes et du climat, particulièrement critique à court terme pour les pays du Pacifique, doit également être flexible et adapté aux spécificités des pays. Les Coordonnateurs nationaux des pays d'Afrique ont discuté de la nécessité d'un fonds innovant dédié aux questions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui soit prêt à aborder les questions relatives aux systèmes de production mis à rude épreuve par le changement climatique.

Les Coordonnateurs étudient également les effets des gros investissements étrangers sur les systèmes alimentaires locaux et cherchent à accroître les capacités locales à générer des fonds. Tout au long des deux séances, un appel répété a été lancé en faveur d'une augmentation du soutien financier aux petits exploitants agricoles et de leur accès aux marchés, dans le but de fournir aux consommateurs un meilleur accès aux denrées alimentaires au plus bas coût possible, d'atténuer la dépendance aux importations et de contribuer à augmenter le commerce et le développement.

Facilitateurs financiers

Les participants ont également discuté des besoins au-delà de la mobilisation des fonds pour un financement réussi de la transformation des systèmes alimentaires, et de la nécessité d'une évolution des politiques et des mentalités. Les décideurs doivent être informés afin de comprendre la transformation des systèmes alimentaires dans son ensemble, et les entités gouvernementales doivent s'accorder sur une vision commune. Les participants ont souligné le besoin de cohérence entre les politiques nationales et internationales afin de soutenir certaines questions telles que la compétitivité des producteurs locaux, et la responsabilité des gouvernements de réorienter les financements publics et privés vers le niveau local.

Un cadre institutionnel pour la transformation des systèmes alimentaires est nécessaire pour assurer son financement, sa mise en œuvre et son suivi. Les Coordonnateurs ont souligné la nécessité d'identifier et de mettre en œuvre des mécanismes et des outils avec les objectifs suivants :

- S'assurer que le financement est souple et rapide, car la lenteur du processus d'attribution des ressources peut limiter la réalisation des résultats à court et moyen terme ;
- Mettre en relation les partenaires de coopération, le secteur privé, le gouvernement et la société civile pour l'action et le financement ;
- Garantir la responsabilité des mesures financières ; et
- Faciliter les investissements dans la sécurité alimentaire et la nutrition et suivre leurs résultats.

Les Coordonnateurs se sont engagés dans une réflexion commune pour identifier les indicateurs de réussite, proposant la santé et la nutrition, la résilience face aux crises et l'engagement politique en faveur de la transformation des systèmes alimentaires comme première série d'indicateurs.

Les Coordonnateurs ont également souligné l'importance de favoriser un système financier durable, transparent et fondé sur l'équité et l'égalité. Les questions relatives à l'absence de bonne gouvernance ou aux déséquilibres de pouvoir doivent être abordées. Les participants d'Afrique et du Proche-Orient ont évoqué la nécessité de changer les processus afin de sortir des crises récurrentes, d'accroître la résilience et d'optimiser les ressources, notamment en identifiant et en réduisant les sources de gaspillage alimentaire comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire les coûts. Enfin, les Coordonnateurs d'Amérique latine ont également exprimé leur intérêt à tirer des enseignements des processus de financement menés dans d'autres pays.

Des pays pilotes pour lancer une nouvelle architecture de financement alimentaire

Au cours de la Concertation, le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le FIDA et la Banque mondiale ont annoncé leur intention de soutenir une sélection de 10 à 15 pays pour l'identification et la mise en relation des opportunités de financement public-privé. Les pays seront sélectionnés en fonction de leurs manifestations d'intérêt à bénéficier d'un soutien, de l'engagement du gouvernement et de l'intérêt manifesté par le secteur privé et les donateurs.

Les participants à la Concertation et les Coordonnateurs nationaux espèrent que la typologie des pays sera prise en compte lors du processus de sélection. Il a été suggéré de mélanger les pays qui ont réussi à progresser vers la transformation des systèmes alimentaires avec d'autres qui font face à davantage de restrictions et de contraintes. Les pays doivent être représentatifs de la grande diversité de contextes dans le monde. L'accent a été mis sur les petits États

insulaires en développement qui restent confrontés à des défis spécifiques en matière de systèmes alimentaires, aggravés par des événements climatiques extrêmes. Le Bénin, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et les petits États insulaires en développement (PEID) ont été proposés par leurs représentants actuels pour faire office de pays pilotes.

Les Coordonnateurs ont insisté sur le fait qu'une nouvelle architecture de financement alimentaire ne pourra réussir que si les ressources mobilisées sont équitablement mises à la disposition de tous les pays, sans « laisser personne de côté ».

Besoins non satisfaits

De nombreux participants à la Concertation ont abordé la difficulté d'envisager le financement de la transformation des systèmes alimentaires sans estimation des coûts réels prévus dans les feuilles de route nationales elles-mêmes. Dans de nombreux pays, les Coordonnateurs ont encore besoin d'un soutien financier et technique pour continuer leur travail sur les feuilles de route nationales et l'élaboration de plans d'action, le calcul du coût des actions liées aux feuilles de route, et la collecte d'autres données de base. Ceci est particulièrement pertinent pour les pays situés dans le Pacifique, en Asie et en Afrique, où les gouvernements sont engagés dans l'Agenda pour la transformation des systèmes alimentaires mais manquent de ressources pour travailler à son opérationnalisation et n'ont pas encore eu la possibilité d'élaborer un plan chiffré pour évaluer leurs besoins.

D'autres pays dont la feuille de route est finalisée sont encore en train de relier le document à d'autres politiques et programmes nationaux et à de nouveaux plans de développement et d'investissement. Certains ont l'intention d'organiser des Concertations sur les systèmes alimentaires nationaux après le Sommet afin de mieux identifier les besoins en matière de financement et de mise en œuvre.

Le Pôle comprend la nécessité d'un petit financement d'amorçage et est en train d'identifier ces fonds et les pays à cibler pour recevoir un soutien. Plusieurs pays ont déjà demandé des fonds d'amorçage pour des activités spécifiques. Le Pôle a l'intention d'analyser la demande des pays et leur capacité à mettre en œuvre leurs plans au niveau national avec les mécanismes existants. Dans les cas où il n'y a pas ou peu de capacité, le Pôle interviendra pour identifier comment apporter le soutien. Stefanos Fotiou a encouragé les Coordonnateurs Résidents des Nations Unies à écouter les besoins des pays. Le Pôle adressera bientôt une deuxième enquête aux coalitions et à l'écosystème de soutien pour comprendre ce qu'ils ont à offrir et ce qu'ils attendent des pays.

Stefanos Fotiou a par ailleurs souligné que le Pôle ne sera pas un mécanisme de financement, mais qu'il visera à tirer parti des financements existants, et qu'il collabore actuellement avec le Fonds fiduciaire conjoint des Nations Unies pour les ODD pour consacrer une fenêtre spécifique aux systèmes alimentaires. Le Pôle souhaite rester à l'écoute des besoins des pays et les mettre en relation avec les acteurs concernés de l'écosystème afin de leur apporter un éventuel soutien. Entre juin et septembre 2022, le Pôle organisera des sessions avec diverses parties prenantes afin d'identifier les principaux problèmes et de créer un programme mondial commun. Le FIDA et la Banque mondiale dirigent les travaux sur le financement et espèrent impliquer des fonds mondiaux tels que les fonds fiduciaires des agences des Nations Unies, le

Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat et peut-être le secteur privé.

Étapes suivantes

Nous vous rappelons que la prochaine Concertation sur les solutions pour les systèmes alimentaires, intitulé « S'engager pour la transformation des systèmes alimentaires - Coalitions d'actions » se tiendra le **mercredi 29 juin 2022**. Si vous n'êtes pas encore inscrit et que vous souhaitez le faire, veuillez utiliser les liens ci-dessous.

- 08h00-9h30 CET <https://bit.ly/29JuneAM> Anglais avec interprétation en chinois/russe/arabe
- 16h00-17h30 CET <https://bit.ly/29JunePM> Anglais avec interprétation en français et espagnol

Les Coordonnateurs sont invités à demander des sessions ad hoc supplémentaires organisées par le Pôle.

Si une personne ou une équipe a des questions, elle peut contacter le Pôle par e-mail à l'adresse FSS-Hub@fao.org ou poser toute autre question lors des prochaines Concertations sur les solutions pour les systèmes alimentaires.